

demandait plus de transparence pour notre coopération au développement; tel a été aussi l'objet de l'interpellation du Parti radical. Nous avons, depuis lors, accédé sans délai au désir de M. Schmid, alors même que sa motion a été retirée. Nous y avons donné suite sous la forme des documents suivants. Nous avons tout d'abord mis à la disposition de vos commissions un résumé de chacun des projets de coopération technique et d'aide financière d'un montant supérieur à 500 000 francs. Un premier rapport détaille chaque projet pour lequel des engagements ont été pris, de juillet 1981 à fin décembre 1981.

Un deuxième rapport vous a été remis pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1982. Nous avons, en outre, mis à la disposition des commissions des finances, des affaires étrangères, de gestion et de la délégation des finances, des informations extrêmement détaillées, en complément aux comptes 1981, et contenant le détail exact, avec commentaires à l'appui, des sommes qui ont été utilisées.

Nous allons faire un tour d'horizon annuel des problèmes qui se posent en matière d'aide publique au développement. Ce document sera remis également aux membres de toutes les commissions. Enfin, nous avons établi un système d'information pour renseigner le secteur privé; c'est le dépliant que je vous ai déjà présenté. On y trouve la liste complète de tous les projets en voie d'exécution ou à exécuter, avec les noms des responsables, les adresses des sections, des services et les numéros de téléphone des personnes chargées de leur réalisation. Ces listes sont publiées par l'OSEC – l'Office suisse d'expansion commerciale – et par le «Development Forum» des Nations Unies à Genève. Si nous avons donné une large publicité à ces projets, c'est pour que l'industrie privée puisse faire des offres et concourir avec d'autres entreprises, conformément à ce qui avait été demandé par M. Schmid. Nous avons réalisé, en outre, depuis votre interpellation, cette «Intercoopération», association selon les articles 60 et suivants du code civil suisse, que nous avons appelée fâcheusement «Nouvelle Organisation». Certains estiment que l'information n'est pas encore tout à fait suffisante, qu'il devrait y avoir encore davantage de transparence. J'aimerais, à ce sujet, vous rappeler qu'en tant qu'élus, il vous incombe, à vous aussi, d'informer l'opinion publique sur vos activités.

Comme Mme Blunschy l'a relevé, nous travaillons depuis des années avec des organisations de l'entraide privée. Nous avons, avec elles, créé «Intercoopération». En outre, nous avons des contacts constants avec le secteur privé. Des conférences ont été organisées. Des réunions ont eu lieu entre, d'une part, les spécialistes de notre direction pour la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales, et, d'autre part, des entreprises et des responsables du secteur privé.

Enfin, nous diffusons plusieurs publications, notamment dans les écoles. On nous a même reproché ici, dans cette salle, d'avoir fait imprimer en couleur la page de couverture de la publication «ED-Entwicklung-Développement». Donnez-nous les moyens de faire davantage de publications, d'information, c'est ce que nous souhaitons. Durant l'année qui vient de s'écouler, nous avons fait un effort considérable. Je vous remercie de l'avoir reconnu, d'avoir remercié l'administration qui a fait un travail considérable.

Monsieur Oester, vous avez signalé le cas d'un projet en Birmanie. Je vais le faire examiner. Il faut l'admettre, il y aura toujours des risques d'échec dans un pays ou l'autre.

Encore une fois, Madame Blunschy, je vous remercie d'avoir relevé la parfaite collaboration qui existe entre la Confédération et les œuvres d'entraide privées. Nous en sommes, quant à nous, extrêmement satisfaits. Ces associations font un important travail auprès de l'opinion publique, il faut le souligner. En conclusion, je crois qu'en l'espace d'une année, depuis juin 1981, date de l'interpellation du groupe radical, jusqu'à ce jour, nous avons fait des progrès considérables, et ceci avec le peu de personnel dont nous disposons – j'aimerais aussi le rappeler – et avec des moyens financiers réduits.

81.566

Interpellation Linder**Entwicklungshilfe.****Schweizerisches Tropeninstitut****Aide au développement. Institut tropical suisse***Wortlaut der Interpellation vom 7. Dezember 1981*

Das vom Schweizerischen Tropeninstitut (STI) im September 1981 an das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten gerichtete Begehren um Mitfinanzierung seiner mit Entwicklungsaktionen verbundenen Kosten wurde in erster Linie mit der Begründung weitgehend abgelehnt, die für solche Vorhaben zur Verfügung stehenden Bundesmittel seien vollständig erschöpft bzw. engagiert. Aus diesem Tatbestand leite ich folgende Fragen an den Bundesrat ab:

1. Trifft es zu, dass heute – Ende 1981 – der ab 1. Januar 1981 für eine Mindestdauer von drei Jahren vom Parlament bewilligte Rahmenkredit für technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe bereits vollständig verbraucht bzw. fest engagiert ist?

2. Ist der Bundesrat nicht der Auffassung, dass direkte Hilfe anerkannter schweizerischer Institutionen diejenige Form von Entwicklungshilfe darstellt, die der schweizerischen Bevölkerung am nächsten liegt und daher von den zuständigen Verwaltungsstellen auch bevorzugt behandelt werden sollte?

3. Ist der Bundesrat gewillt, dem STI die Fortsetzung seiner Hilfs-, Schulungs-, Forschungs- und Berateraktionen in Übersee zu ermöglichen, oder ist er der Meinung, dass STI habe diese Tätigkeit einzustellen?

Texte de l'interpellation du 7 décembre 1981

En septembre 1981, l'Institut tropical suisse (ITS) a adressé une requête au Département fédéral des affaires étrangères en vue d'obtenir une participation à la couverture des frais engendrés par les actions en faveur du développement. Cette requête a été vivement rejetée, le principal argument invoqué étant que les moyens financiers dont dispose la Confédération pour de tels projets ont été entièrement utilisés ou du moins engagés.

Cela m'amène à poser au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Est-il vrai qu'à l'heure actuelle – fin 1981 – le crédit-cadre alloué par le Parlement dès le 1^{er} janvier 1981, pour une durée minimale de trois ans, au titre de la coopération technique et de l'aide au développement, soit déjà entièrement utilisé ou du moins engagé?

2. Le Conseil fédéral ne pense-t-il pas que l'aide directe fournie par des institutions suisses reconnues constitue justement une forme d'aide à laquelle le peuple suisse est particulièrement sensible, et que les administrations compétentes devraient par conséquent favoriser?

3. Le Conseil fédéral est-il prêt à encourager l'ITS pour que celui-ci puisse poursuivre son travail en matière d'assistance, d'éducation, de recherche et de conseil dans les pays d'outre-mer, ou pense-t-il au contraire que l'ITS devrait suspendre ce type d'activités?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bonnard, Coutau, Gautier, Gerwig, Spiess, Stucky, Wyss (7)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Das STI wurde 1943 auf Veranlassung des Bundes (BIGA) aufgrund von Anregungen der Prof. R. Geigy und A. Gigon mit Bundeshilfe gegründet. Es lehrt und forscht im tropenmedizinischen Bereich, erbringt Dienstleistungen an Amtsstellen und Private und arbeitet in tropischen Ländern mit örtlichen Behörden und Entwicklungsstellen zusammen. Es

Dodis

hat seinen Sitz in Basel und beschäftigt (neben etwa 20 Studenten) rund 50 zum Teil hochspezialisierte Personen. Sein jährlicher Ausgabenüberschuss ist bisher je zur Hälfte vom Bund und vom Kanton Basel-Stadt gedeckt worden. Der Bundesanteil (1980 1 170 350 Franken) wird zu 44 Prozent vom EDI und zu 6 Prozent vom EDA getragen. Für 1981 hat die 10 prozentige Subventionskürzung des Bundes eine Verminderung des Bundesdefizitanteils um rund 110 000 Franken zur Folge.

In den letzten Jahrzehnten hat das STI seine ursprüngliche Tätigkeit (Forschung, Lehre, Ausbildung) wesentlich auf das Gebiet der direkten Entwicklungszusammenarbeit ausgedehnt. Insbesondere betreibt es seit Jahren mit grossem Erfolg ein Feldlaboratorium in Ifakara (Tansania). Diese Aktivitäten im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit lassen sich mit der ursprünglichen Institutsfinanzierung allein nicht mehr aufrechterhalten. Zurzeit sind aus finanziellen Gründen akut gefährdet:

- Die Fortsetzung und Ausweitung angewandter medizinisch-biologischer Forschung in Ifakara,
- die Fortführung der Zusammenarbeit mit dem International Laboratory for Research on Animal Diseases (ILRAD), Nairobi, Kenia,
- die Neuaufnahme wissenschaftlicher Mitarbeit am ONCHO-Projekt in Westafrika,
- die vermehrten, regelmässigen Einsätze von Mitarbeitern am STI Basel in Entwicklungsländern (Ifakara, Nairobi, Westafrika),
- die Lehrtätigkeit, soweit sie Einsätze in Entwicklungsländern betrifft;
- der für die Feldeinsätze unerlässliche Administrationsaufwand.

Die Institutsleitung glaubte, zur Finanzierung dieser Tätigkeiten den Rahmenkredit für technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe für die nächsten Jahre mit durchschnittlich 1 Million Franken pro Jahr in Anspruch nehmen zu dürfen. Der Vorsteher des EDA erklärte dem Vorsteher des STI anlässlich einer Aussprache vom Oktober 1981 indessen, die zur Verfügung stehenden Bundesmittel seien weitgehend erschöpft; bestensfalls könnten kleinere Beiträge für das STI zulasten anderer Projekte freigemacht werden. Die seither in Aussicht gestellten Beiträge decken ungefähr einen Drittel des Gesamtbedarfes.

Dieser Bescheid ist insofern unerwartet und bedauerlich, als er vermuten lässt, der für die Jahre 1981 und folgende bewilligte Rahmenkredit von 1,65 Milliarde Franken sei jetzt schon nicht mit der Verpflichtungsübersicht auf Seite 153 des Voranschlages 1982 in Deckung zu bringen, wo von einer Verpflichtungssumme von 600 Millionen Franken per Ende 1981 gesprochen wird.

Das STI - eine Entwicklungshilfsorganisation der ersten Stunde - hat sich internationalen Ruf erworben und geniesst das Vertrauen der örtlichen Regierungsstellen. An die Aufbaukosten dieses schweizerischen Institutes hat der Kanton Basel-Stadt jahrzehntelang massgeblich beigetragen, so dass der Bund durch den Einsatz verhältnismässig bescheidener Mittel mit dem Schweizerischen Tropeninstitut national und international viel erreicht hat. Die Interpellation soll abklären helfen, ob der Bund letzten Endes zum STI steht oder nicht und ob die direkte Entwicklungshilfe schweizerischer Institutionen beim EDA tatsächlich einen so geringen Stellenwert besitzt, wie das Budget 1982 vermuten lässt, wo von insgesamt eingesetzten 313 Millionen Franken nur 26 Millionen Franken an schweizerische Organisationen für bestimmte Aktionen fallen sollen.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
Rapport écrit du Conseil fédéral*

1. Der durch den Bundesbeschluss vom 8. Dezember 1980 eröffnete und am 1. Januar 1981 für eine Dauer von drei Jahren in Kraft getretene Rahmenkredit von 1650 Millionen Franken ist tatsächlich bei weitem noch nicht vollständig verpflichtet. Wie wir im Kapitel 51 unserer Botschaft vom

9. Juli 1980 über die Eröffnung dieses Rahmenkredites darauf hinwiesen, und wie wir es Ihnen seither mehrmals in Erinnerung gerufen haben, zwingt uns jede Kürzung der Zahlungskredite gegenüber dem Finanzplan vom 16. Januar 1980, unsere Verpflichtungen um einen entsprechenden Betrag zu vermindern.

Nun mussten die Budgets und die Finanzpläne der öffentlichen Entwicklungshilfe mehrmals gekürzt werden. Insbesondere geschah dies im Rahmen der linearen Kürzung von 10 Prozent, die der Bundesbeschluss vom 20. Juni 1980 vorsah, der gewisse Leistungen des Bundes für 1981, 1982 und 1983 herabsetzte. Der Bundesrat musste also auf zahlreiche Verpflichtungen verzichten, auch wenn sie, zum Teil seit langer Zeit, vorgesehen waren. Er musste so handeln, um die Budgetmittel, über die er in den nächsten Jahren verfügen wird, vorrangig für die Fortsetzung von laufenden Aktionen sowie für die Durchführung von bereits eingegangenen Verpflichtungen einzusetzen. Bereits in Vorbereitung stehende Projekte mussten gestrichen oder zurückgestellt werden. Gewisse laufende Projekte mussten sogar reduziert oder unterbrochen werden.

2. Der Bundesrat misst den Bemühungen der schweizerischen Hilfswerke, und insbesondere derjenigen, die in der Dritten Welt tätig sind, grosse Bedeutung bei. Er zollt den Anstrengungen unserer Bevölkerung zugunsten einer grossen Zahl dieser Hilfswerke Anerkennung. Er gewährt der Tätigkeit dieser Hilfswerke ansehnliche Unterstützung: 1981 waren es 44 Millionen Franken. Unter anderem unterstützt er auch das Schweizerische Tropeninstitut.

3. Das Schweizerische Tropeninstitut sieht sich zunehmenden finanziellen Schwierigkeiten gegenüber, die es zu einem Defizit geführt haben. Dieses übersteigt den Höchstbetrag, dessen Deckung Bund und Kanton Basel gemeinsam garantiert hatten. Die Zunahme dieses Defizits ist zum Teil auf die Erhöhung der Personallöhne und auf die sich aus der Inflation ergebende allgemeine Kostensteigerung zurückzuführen. Sie rührt aber auch daher, dass zwei Ausgabenposten, die vorher von anderen Quellen getragen wurden, nun dem ordentlichen Budget belastet werden, nämlich das Forschungsinstitut Ifakara (Tansania), das bisher teilweise von einer privaten Stiftung finanziert worden ist, und mehrere Forscher, die bis dahin vom Nationalfonds für wissenschaftliche Forschung bezahlt wurden. Schliesslich ist die Zunahme des Defizits auch auf die 10prozentige Kürzung der Subvention zurückzuführen, die, gemäss oben erwähntem Bundesbeschluss vom 20. Juni 1980, auf 1 098 108 Franken reduziert worden ist.

Diese neue Situation hat den Bundesrat veranlasst, die Unterstützung, die er dem Schweizerischen Tropeninstitut sowie gewissen seiner Aktivitäten in der Dritten Welt gewährte, einer Neuüberprüfung zu unterziehen. Von 1982 an werden die medizinischen Dienstleistungen, die das Institut für die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (DEH) erbringt und die bisher zum grossen Teil durch den Pauschalbeitrag des Bundes gedeckt waren, getrennt fakturiert werden. Ebenso wird der Bund eine gewisse Anzahl Aktivitäten finanzieren, die das Schweizerische Tropeninstitut auf dem Gebiet der Entwicklungszusammenarbeit ausübt: insbesondere wird dies bis Ende 1983 für die Ausgaben im Zusammenhang mit der Trypanosomforschung zutreffen. Diese Forschung wird in Zusammenarbeit mit dem ILRAD (International Laboratory for Research on Animal Diseases) in Nairobi unternommen, das die DEH seit langem direkt unterstützt. Die DEH hat auch vorgesehen, für drei Jahre die Kosten des Zentrums für medizinische Forschung in Ifakara (Tansania) weitgehend zu übernehmen. Dieses war vom Schweizerischen Tropeninstitut geschaffen und bis heute unterstützt worden.

Gesamthaft werden die Beiträge, die der Bund im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit an das Schweizerische Tropeninstitut gewährt, von 185 000 auf 700 000 Franken (1982) steigen. Davon entfallen 442 000 Franken auf Aktivitäten, die das Institut in der Dritten Welt ausübt, und zwar

hauptsächlich auf dem Gebiete der Forschung. Diese Beträge kommen zum Beitrag hinzu, den das Eidgenössische Departement des Innern als Hilfe an die Hochschulen ausrichtet (1 098 108 Franken für 1982).

Der Bund gewährt also dem Schweizerischen Tropeninstitut wesentliche Unterstützung; er übernimmt insbesondere die Kosten für einen zunehmenden Teil der Institutstätigkeit zugunsten der Dritten Welt und ihrer Bevölkerung. Er kann jedoch nicht die Last eines steigenden Defizits des Instituts tragen, sei dieses noch so nützlich. Es ist also unvermeidlich, dass sich die in den vergangenen Jahren stattgefundenene, rasche Ausdehnung der Ausgaben des Instituts in Zukunft nicht im gleichen Rhythmus wird fortsetzen können. Mit dieser Situation sehen sich der Grossteil der Institutionen, die vom Bund unterstützt werden, konfrontiert. Auch das Schweizerische Tropeninstitut wird sich ihr anpassen müssen.

Linder: Herr Bundesrat Aubert weiss, dass mich die Interpellationsantwort nicht zu befriedigen vermag, weshalb ich Sie um Diskussion ersuche. Wir haben uns bei der vorangegangenen Interpellation mit der Entwicklungshilfepolitik beschäftigt, quasi mit der abstrakten Seite der Entwicklungshilfe. Meine Interpellation beschäftigt sich mit den Schwierigkeiten einer direkten schweizerischen Entwicklungsorganisation, die tätig ist, also mit der praktischen Seite, und ich würde meinen: wenn wir schon theoretische Überlegungen in der Diskussion anstellen, sollte auch die praktische Seite zu Worte kommen. Ich wäre Ihnen dafür dankbar.

Präsidentin: Herr Linder beantragt Diskussion zu seiner Interpellation. Wir stimmen darüber ab. – Ich glaube feststellen zu dürfen, dass eine offensichtliche Mehrheit für Diskussion ist.

Linder: In den meiner Interpellation vorangegangenen Verhandlungen ist das Tropeninstitut, um das es sich hier handelt, von den Organen des Auswärtigen Departements sehr zuvorkommend und anerkennend behandelt worden. Das Departement steht ja auch mit dem Tropeninstitut seit langen Jahren in engem und laufendem Kontakt, benützt dessen Dienstleistungen und kennt seine Probleme. Ich möchte dies in aller Form vorausschicken, auch wenn mich die Interpellationsantwort nicht zu befriedigen vermag.

Das Schweizerische Tropeninstitut ist eine von der Eidgenossenschaft und dem Kanton Basel-Stadt je zur Hälfte getragene öffentlich-rechtliche Anstalt, eine seit 39 Jahren erfolgreich tätige Tropenschule. Und aus dieser Tropenschule herausgewachsen – natürlich, organisch, praktisch selbstverständlich – sind seit Jahren einige direkte Entwicklungshilfsprojekte. Sie haben trotz ihres Erfolges und trotz der dem Tropeninstitut zuteil gewordenen internationalen Anerkennung der DEH praktisch nichts gekostet. Von 1971 bis 1980, also während zehn Jahren, hat das Tropeninstitut vom EDA bzw. von der DEH insgesamt 984 000 Franken erhalten, also im Durchschnitt kaum 100 000 Franken pro Jahr. 1981 waren es 185 000 Franken, wovon allerdings nur die Hälfte als Beitrag gelten kann, da für rund 90 000 Franken das Tropeninstitut direkte Leistungen wie Tropenimpfungen usw. erbracht hatte.

Heute, ab 1982, vermag das Tropeninstitut seine Entwicklungsprojekte nicht mehr zum grossen Teil aus der ordentlichen Institutsfinanzierung zu tragen. Es benötigt für deren Weiterführung von der DEH eine jährliche Hilfe von etwa 1 Million Franken. Und nun begannen die Beziehungen zwischen dem Tropeninstitut und dem DEH zu stocken. Wohl hat sich, wie aus der Antwort des Bundesrates ersichtlich ist, die DEH in genauer Kenntnis der Verhältnisse bemüht, entgegenzukommen. Ich möchte das anerkennen. Sie hat für das Jahr 1982 Gesamtleistungen in der Höhe von rund 700 000 Franken in Aussicht gestellt. Die letzten 300 000 Franken aber wurden abgelehnt. Sie fehlen dem Tropeninstitut für das laufende Jahr.

Diese öffentlich-rechtliche Anstalt kann und darf nicht defizitär arbeiten. Da der Kanton Basel-Stadt seinerseits in eine rasch wachsende defizitäre Lage hineingerät, ist er auch nicht in der Lage, seine Leistungen über die vertraglichen Verpflichtungen hinaus zu erhöhen. Deshalb, so traurig das auch ist, muss, wenn wir keine Lösung finden, das Schweizerische Tropeninstitut seine Entwicklungsarbeit reduzieren; bereits jetzt, wenn wir nicht bald die Möglichkeit haben, ihm zu Hilfe zu kommen. Da ist die Ausgangslage. Sie möchten vielleicht wissen, was denn das Tropeninstitut eigentlich in Afrika tut. Hier einige Auskünfte:

Es betreibt in Ifakara (Tansania) ein kleines biomedizinisches Forschungslaboratorium. Und neben diesem Feldlabor betreibt es örtliche Lehrtätigkeit, denn alle Bemühungen sind fragwürdig, wenn nicht die örtliche Bevölkerung motiviert und herangezogen werden kann. Im Spital Ifakara, einem der grössten Distriktspitäler in Tansania mit 350 Betten, wirkt das Tropeninstitut in der Ausbildung mit. Das Institut wirkt nach wie vor an der von der Basler Stiftung aufgebauten und später an die Regierung von Tansania übertragenen Ausbildungsstätte mit. Zurzeit werden dort rund 120 Studenten ausgebildet. Und für all das liefert das Tropeninstitut in Basel einen ständigen personellen und materiellen Infrastrukturaufwand.

Bei all dieser Tätigkeit geht es um vier der sechs wichtigsten Tropenkrankheiten, mit welchen sich die Weltgesundheitsorganisation beschäftigt, nämlich um die afrikanische Schlafkrankheit (ein Gebiet, in dem sich das Tropeninstitut weltweiten Ruf erarbeitet hat), um die Malaria (die keineswegs eingedämmt, sondern im Zunehmen begriffen ist), um die Flussblindheit (die sogenannte Onchocerkose) und um die Pärchenegelkrankheit (Bilharziose). Dabei müssen wir uns Rechenschaft darüber geben, dass die Malaria in jenen Gebieten Tansanias 99 Prozent der Bevölkerung erfasst, an der Flussblindheit lokal bis 75 Prozent der Bevölkerung erkrankt ist; von der Bilharziose sind, je nach lokalen Gegebenheiten, 10 bis 70 Prozent der Kinder infiziert.

Das Tropeninstitut hat sich zur Aufgabe gemacht, der auffallend grossen Zahl von Leberleiden nachzugehen, sich mit der Malariaresistenz zu befassen, die Unterweisung von Müttern unterernährter Kinder vorzunehmen und die Zusammenhänge zwischen Infektion, Immunität, Ernährung, Umgebung/Lebensweise darzustellen und wissenschaftlich zu analysieren. Für diese Aktivität in Ifakara erbringt der Bund pro 1982 nach dem jetzigen Stand der Dinge an sich 330 000 Franken. Weitere 112 000 bezahlt die DEH dem Tropeninstitut für seine übrigen Aktivitäten in der Dritten Welt. Zusammen ergibt dies, wir haben das aus dem zweitletzten Absatz der Interpellationsantwort entnehmen können, den erwähnten Betrag von 442 000 Franken.

In diesem Lichte gesehen, bedrückt es mich offen gestanden, dass das EDA in Kenntnis all dieser Umstände die Übernahme des Fehlbetrages von 300 000 Franken bzw. für die nächsten paar Jahre einen regelmässigen Betrag von 1 Million Franken nicht akzeptieren kann, d. h. ablehnt. Wo in der Welt wird sachkundigere, direktere, sinnvollere und erst noch kontrollierbare Entwicklungsarbeit geleistet, wenn nicht hier? Ich appelliere an Sie, Herr Bundesrat Aubert, sich in die Haut der Organe des Tropeninstitutes, der Mediziner, Biologen, Laboranten zu versetzen, die sich immer wieder an Ort und Stelle in keineswegs einfacher Umgebung an dieser Hilfstätigkeit beteiligen, um dann festzustellen, dass ihr eigenes Land Jahr für Jahr einige hundert Millionen an Entwicklungsgeldern ins Ausland verteilt, für sie aber den Betrag nicht übrig hat, den sie zur Weiterführung dieser Tätigkeit benötigen.

Ich bitte Herrn Bundesrat Aubert zu beachten, dass der Kanton Basel-Stadt – und auch das ist an sich ein Unikum – durch seine hälftige Finanzierung des Tropenschulbetriebes seit langen Jahren an dieser Entwicklungstätigkeit beteiligt ist. Ich bin überzeugt, dass es in erster Linie diese Form der Entwicklungshilfe und Entwicklungszusammenarbeit ist, die der schweizerische Stimmbürger wünscht und auch honoriert. Wird die schweizerische Direkthilfe zurückgebunden, so wird nicht nur das Tropeninstitut gefährdet, sondern

Einstellung des Bürgers zur Entwicklungspolitik Ihres Departementes.

Herr Bundesrat, ich weiss, dass Ihnen viel an der schweizerischen Entwicklungspolitik und an der schweizerischen Entwicklungshilfe liegt. Überdenken Sie doch bitte unter diesen Gesichtspunkten nochmals das Problem und die Schwierigkeiten des Tropeninstitutes, und helfen Sie mit, dass dieses Tropeninstitut seine nützliche Feldarbeit in Afrika ungeschmäleret fortsetzen kann. Ich versichere Sie: das gehört zum bestangelegten Geld Ihrer 1,6 Milliarden Franken.

M. Aubert, conseiller fédéral: Je ne peux que vous confirmer, Monsieur Linder, la réponse que le Conseil fédéral vous a donnée par écrit. J'aimerais rappeler que le Département fédéral des affaires étrangères est un peu étonné de recevoir cette demande, car il ne contribue qu'à concurrence de 6 pour cent à la couverture des déficits de l'Institut tropical suisse, le 44 pour cent étant à charge du Département fédéral de l'intérieur et le 50 pour cent du canton de Bâle-Ville.

Dans le cadre de l'aide publique au développement, nous avons cependant déjà fait un effort depuis votre intervention, Monsieur Linder. Au titre de la coopération au développement, les contributions de la Confédération aux activités de l'Institut tropical suisse ont été portées de 185 000 à 700 000 francs, ce qui est un effort assez considérable. Si, malgré les mesures d'économie qui nous ont été imposées, nous avons accepté d'apporter un appui substantiel à cet Institut, c'est parce que nous reconnaissons qu'il fournit des prestations extrêmement précieuses, en particulier dans les pays tropicaux.

Les 700 000 francs versés par le Département des affaires étrangères s'ajoutent à la contribution de 1 098 108 francs attribuée en 1982 à l'Institut tropical suisse par le Département fédéral de l'intérieur.

Nous sommes prêts à examiner la question de façon sereine et à tenter de faire encore un effort supplémentaire. Monsieur Linder, vous devez cependant comprendre que nous sommes dans une situation financière qui ne nous permet pas de couvrir les déficits de tous les instituts privés, quelles que soient leur valeur et quels que soient les services qu'ils rendent à la Confédération, dans le cadre de l'aide publique au développement ou dans un autre cadre. Nous avons déjà fourni un grand effort, nous avons plus que triplé notre aide, je crois qu'il faut en être déjà satisfait. L'aide que nous avons promise est en voie d'exécution et, en particulier, le déficit de votre centre de recherches médicales d'Ilfakara, en Tanzanie, dont vous venez de parler, sera en grande partie comblé.

Voilà la promesse que je peux vous faire, mais il conviendrait surtout que cette affaire soit examinée dans un cadre autre que celui, trop étroit, du Département fédéral des affaires étrangères. Il faudrait prévoir une concertation entre le canton de Bâle-Ville et les autorités fédérales compétentes, c'est-à-dire le Département fédéral de l'intérieur et mon propre département, éventuellement cette année encore.

Präsidentin: Wegen der bevorstehenden Ankunft der Tour de Suisse vor dem Bundeshaus unterbrechen wir hier unsere Beratungen bis um 17.15 Uhr.

Sitzungsunterbruch von 16.35 bis 17.15 Uhr

Interruption de la séance de 16 h 35 à 17 h 15

Präsidentin: Nach dieser sportlichen Pause fahren wir jetzt weiter mit den persönlichen Vorstössen aus dem Bereich des Volkswirtschaftsdepartementes.

81.341

Interpellation Crevoisier
Regionale Innovationspflicht
Politique régionale de l'innovation

Siehe Jahrgang 1981, Seite 1382 – Voir année 1981, page 1382

Diskussion – Discussion

81.567

Interpellation Crevoisier
Zukunft der ASUAG
Avenir de l'ASUAG

Siehe Seite 560 hiervor – Voir page 560 ci-devant

Diskussion – Discussion

82.327

Interpellation Crevoisier
Uhren- und Metallindustrie. Unterstützung
Aide à l'horlogerie et à la métallurgie

Wortlaut der Interpellation vom 1. März 1982

In seiner Antwort auf ein dringliches Ersuchen der Neuenburger Kantonsbehörden hat sich das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement entschieden geweigert, den Uhrenarbeitern bei gewissen Massnahmen der Arbeitslosenversicherung Erleichterungen zuzugestehen.

Die zuständigen Bundesstellen waren unter anderem der Ansicht, die Krise dieses Industriezweigs werde nicht so lange anhalten, dass besondere Massnahmen getroffen werden müssten, und sie behaupteten denn auch zynisch, ihr Entscheid liege im Interesse der Uhrenindustrie selbst, die mit einer Erholung in nächster Zukunft rechne.

Was nun diese Erholung betrifft, so haben wir in letzter Zeit vor allem eine dramatische Zunahme der Betriebsschliessungen und Entlassungen in der Uhrenindustrie und eine Ausweitung der Arbeitslosigkeit in dieser Branche und in der mit ihr verbundenen Metallindustrie erlebt.

Wir fragen deshalb den Bundesrat, ob er noch lange mit wirksamen Rettungsmassnahmen, wie sie die Lage verlangt, zuwarten will oder ob man beim Bund, im Hinblick auf die erwartete Umstrukturierung der Industrie, die Uhren- und Metallindustrie des Juras bereits aufgegeben hat.

Texte de l'interpellation du 1^{er} mars 1982

Répondant à une demande expresse des autorités cantonales neuchâtelaises, au début de cette année, le Département fédéral de l'économie publique a catégoriquement refusé d'alléger certaines mesures de l'assurance-chômage en faveur des travailleurs de l'horlogerie.

Estimant notamment que la crise de cette branche industrielle «ne serait peut-être pas longue au point qu'il faille prendre des mesures particulières», les responsables de la